

## Rosia Montana, petit village roumain des Carpates, résiste aux chercheurs d'or

Le prix de l'once d'or a été multiplié par six en dix ans. Un groupe canadien veut exploiter ce filon

### Reportage

**Rosia Montana (Roumanie)**  
Envoyé spécial

Écrasé par une voiture au beau milieu de la route sinueuse des Carpates occidentales, un petit renard agonisant jette un dernier regard sur l'agitation qui s'est emparée de ce coin aux paysages paradisiaques.

Il est 6 heures du matin, ce dimanche 14 août, et le passage incessant des voitures laisse présager une activité intense dans le « quadrilatère aurifère ». On appelle ainsi un périmètre de 500 km<sup>2</sup>, situé en Transylvanie, à l'ouest de la Roumanie, où les petites montagnes cachent dans leurs entrailles des quantités de métaux précieux qui font rêver.

L'explosion du prix de l'or dans le contexte de la crise financière actuelle a un impact visible sur cet eldorado des Carpates. Ici, dans le petit village de Rosia Montana, la compagnie canadienne Gabriel Resources, cotée à la Bourse de Toronto, a découvert le plus gros gisement d'or en Europe.

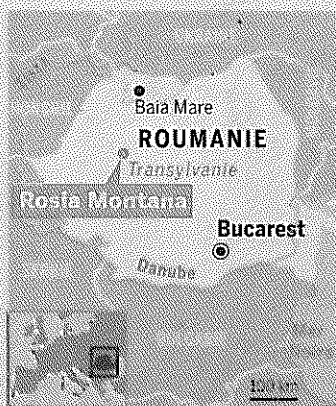
« Sur les seize prochaines années, nous allons extraire tous les ans des quantités d'or et d'argent qui dépasseront la production de l'ensemble des pays de l'Union européenne », affirme d'un ton assuré Catalin Hosu, représentant de Rosia Montana Gold Corporation (RMGC). Nous comptons sur une réserve de 314 tonnes d'or et 1480 tonnes d'argent.

Mais cette ruée vers l'or des Carpates ne fait pas l'unanimité à Rosia Montana, où une partie du village devra être rasée pour permettre l'extraction. L'association Alburus Maior, regroupant les opposants au projet canadien, a déclaré une véritable guerre à la RMGC.

Eugen Cornea, ancien mineur à la retraite et l'un des opposants les plus farouches, habite une petite maison érigée sur les hauteurs du village. « Je ne vais jamais quitter ma maison et la terre où sont enterrés mes ancêtres, s'insurge-t-il la voix étranglée par l'émotion. C'est le combat de David et Goliath que notre association mène contre la compagnie. Mais David l'a emporté, et nous aussi. »

Le conflit entre les paysans et la RMGC date de plus d'une décennie. En 1997, les experts de Gabriel Resources se sont rendus à Rosia Montana, où ils ont foré les montagnes à la recherche du métal noble.

Ce petit village de 4000 habitants était déjà connu dans le milieu du business de l'or pour avoir été le point névralgique d'une exploitation effrénée depuis deux mille sept cents ans. Ce sont



les Daces, ces Gaulois des Carpates, qui découvrirent en premier les énormes gisements de cette région. Conquis par les Romains en 106 après J.-C., ils durent les céder. En témoignent les impressionnantes galeries creusées dans la terre qu'on peut visiter aujourd'hui.

Après Rome, au Moyen Âge, les filons passèrent aux mains des barbares qui avaient envahi l'ancien Empire romain. Des colons allemands prirent la relève au XIII<sup>e</sup> siècle et l'exploitation de l'or connut un véritable essor quatre siècles plus tard lorsque la région de Transylvanie fut annexée à l'Empire austro-hongrois. Puis, à la faveur de la réunification de la Transylvanie à la Roumanie en 1918, l'or des Carpates prit la direction de Bucarest.

« C'est quand même incroyable qu'une compagnie canadienne ait le culot de venir nous apprendre à extraire l'or, lance Eugen Cornea. Nous le faisons depuis deux mille sept cents ans. C'était quoi le Canada 700 avant J.-C. ? »

Une partie des paysans de Rosia Montana veut croire qu'il est possible de ressusciter leur village grâce au tourisme et craint que la technologie d'extraction de l'or à base de cyanure, choisie par la RMGC, ne soit une tragédie pour leur environnement. Le souvenir d'un accident en 2000 dans une mine d'or de Baia Mare, ville située à l'ouest de la Roumanie, exploitée par une compagnie australienne est encore frais. À l'époque, une grosse quantité de cyanure avait été déversée dans le Danube, tuant 1200 tonnes de poissons.

La société canadienne Gabriel Resources, qui guette le village de Rosia Montana depuis que ses forages de 1997 avaient révélé que la mine était loin d'être épuisée, avait aussitôt mis en place la Rosia Montana Gold Corporation (RMGC) dont elle contrôle 80 % des actions, le reste étant cédé à l'Etat roumain.

### La technologie d'extraction de l'or à base de cyanure pourrait être tragique pour l'environnement

« Nous avons en moyenne 1,5 gramme d'or dans une tonne de rocher », explique Catalin Hosu. Nous allons mettre en place une exploitation à ciel ouvert et une technologie à base de cyanure en respectant les normes européennes de protection de l'environnement. »

Mais le projet d'exploitation de

RMGC nécessiterait de raser un bon quart du village de Rosia Montana. C'est là que le bât blesse entre la compagnie et ses opposants qui refusent de quitter les lieux. Pour les inciter à plier bagages, la RMGC leur a construit un quartier entier dans la banlieue de la ville voisine d'Alba Iulia. Depuis 2002, environ 80 % des paysans se sont laissés séduire par l'offre de la société.

Néanmoins, la petite minorité qui reste dans le village refuse de baisser les bras et promet de se battre jusqu'au bout. « On peut me donner tout l'or du monde, je ne quitterai jamais ma maison, assure Eugen Cornea. C'est dans ma terre que je veux reposer. »

La crise financière qui a conduit à une explosion du prix de l'or fait monter la pression sur les paysans : l'once d'or, qui valait 200 euros au début des années 2000, est aujourd'hui montée à 1200 euros. Le gisement de Rosia Montana pourrait valoir à l'avenir des dizaines de milliards d'euros, dont un quart reviendra à l'Etat roumain.

Le ministère de la culture a déjà levé les contraintes archéologiques de protection des sites romains de la région. Jeudi 18 août, le président Traian Basescu, lui aussi, annonça son intention de soutenir le projet. « Montrez-moi un seul pays au monde qui aurait une telle richesse dans son sol et ne ferait rien pour l'exploiter », a-t-il déclaré.

Les opposants de Rosia Montana sentent bien que la roue de l'histoire ne tourne pas en leur faveur mais continuent de croire à une victoire de David contre Goliath. ■

Mirel Bran



Des habitants de Rosia Montana manifestent contre le projet d'extraction de l'or et de l'argent d'une mine voisine, qui nécessite la destruction d'un quart de leur village. ALFREDO D'AMATO/PANOS-REA

## David Cameron de nouveau fragilisé par l'affaire du « News of the World »

Un ancien porte-parole du premier ministre était rémunéré par le groupe Murdoch

**Londres**  
Correspondant

David Cameron n'a pas su ravaler longtemps l'annonce de l'avancée victorieuse des rebelles libyens. Lundi 22 août dans la soirée, la BBC a fait de nouvelles révélations sur le scandale des écoutes téléphoniques qui éclabousse le premier ministre britannique, sur la sellette en raison de ses liens étroits avec l'empire médiatique de Rupert Murdoch.

Selon la chaîne publique, Andy Coulson, l'ex-patron du tabloïd *News of the World* (NoW), devenu en juillet 2007 porte-parole de David Cameron, alors chef de l'opposition conservatrice, a continué à percevoir d'importantes sommes d'argent de son ancien employeur. Au mépris de toutes les conventions, Coulson aurait ainsi reçu entre 2007 et 2008 pendant plus de six mois six mois plusieurs centaines de milliers de livres tout en continuant à jouir de sa voiture de fonction et du plan d'assurance santé de *News International*, filiale britannique du groupe *News Corporation* de M. Murdoch.

La divulgation de ces versements est doublement embarrassante pour M. Cameron. Tout d'abord, le jugement de l'hôte du 10 Downing Street est à nouveau mis en cause. Après les élections d'avril 2010, Coulson était devenu directeur de la communication de « Number Ten ». L'intéressé a été contraint de quitter son poste stratégique, le 21 janvier 2011, en raison de l'affaire des écoutes. À l'évidence, dans l'opposition, M. Cameron n'avait pas jugé bon de demander à Coulson s'il était encore lié finan-

cièrement à *News Corporation*. Les éléments confirment la sagesse des rapports entre le torse du groupe Murdoch. À l'évidence, *News Corp* était parvenu à au cœur de la droite l'un des hommes liges dûment rému-

### 12 collaborateurs arrêtés

Le parti conservateur a ne pas avoir été au courant des paiements à l'époque de son mandat. Pour sa part, Downing Street tient à la ligne officielle, à qu'avec le recul M. Cameron n'aurait jamais dû recruter Andy Coulson. Le chef du gouvernement répète que sa proximité avec l'empire Murdoch n'a pas pesé sur ses choix, avant comme après son arrivée au pouvoir.

La nouvelle pièce ajoutée au dossier accroît la pression sur M. Cameron, alors que sa gestion des émeutes de Londres et le conflit libyen lui a permis de remonter dans les sondages. Le 16 août, une commission parlementaire avait publié un rapport. Clive Goodman, l'ex-chroniqueur royal du *NoW*, condamné à six mois de prison en 2007 pour avoir écouté la messagerie vocale des conseillers du prince Charles et ses deux fils M. Goodman dans ce courrier, daté du 2007, que ces pratiques « largement abordées » lors des conférences de rédaction de la presse par M. Coulson.

À la suite du scandale, l'empire Murdoch a été contraint de fermer le *NoW* début juillet. Ace jour, le scandale des écoutes a été mêlé à l'affaire – dont Andy Coulson et 12 collaborateurs ont été arrêtés. ■

Marc

### Iran

## Les Etats-Unis dénoncent les progrès du programme nucléaire iranien

TEHÉRAN. Les Etats-Unis ont déploré, lundi 22 août, l'installation de centrifugeuses nucléaires dans une usine souterraine d'enrichissement d'uranium en Iran. « Ces informations sont troublantes », a indiqué le porte-parole du département d'Etat Victoria Nuland, rappelant qu'il y a « plusieurs résolutions » de l'ONU réclamant à l'Iran de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium. Selon Washington, « le programme nucléaire iranien n'offre pas de justification plausible à l'enrichissement d'uranium, ni pour l'accroissement de sa production ou le déplacement de centrifugeuses en sous-sol ». Le chef du programme nucléaire iranien, Fereydoon Abbassi Davani, a annoncé, lundi, que son pays commençait à installer des centrifugeuses dans l'usine souterraine de Fordoo. La révélation en 2009 de la construction secrète de l'usine de Fordoo en violation des résolutions de l'ONU avait provoqué un